

# GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 1-2 • 14 JANVIER 2022 • CHF 3.-

**Les salariées du magasin Pimkie licenciées au frais du contribuable page 2**



**Les déboutés de l'asile à Saint-Gall vivent dans la précarité et l'isolement page 3**



IL FAUT LE DIRE...

## L'inflation fait son retour

La hausse des prix à la consommation connaît un pic de 40 ans aux Etats-Unis, mais aussi dans la zone euro.

L'inflation a été calculée à 6,8% sur un an aux Etats-Unis en novembre dernier, soit le taux le plus haut depuis 1982. Elle trouve son origine dans la hausse des prix des loyers, mais aussi dans la multiplication de pénuries de matières premières notamment énergétiques, renommées «difficultés d'approvisionnement» ou «perturbations dans les chaînes de production» en langage libéral.

Si la crise du Covid-19 avait surtout impacté les ménages jusqu'à maintenant, des perturbations se font donc dorénavant ressentir au niveau macroéconomique également. Touchés par la pandémie, les ménages voient maintenant leur pouvoir d'achat rogné par la hausse des prix. A plus long terme, l'inflation implique également une dépréciation de l'épargne.

Ces effets n'épargnent pas la zone euro, qui a connu quant à elle un taux d'inflation de 5%, soit le chiffre le plus élevé depuis la mise en circulation de cette monnaie. Il est tiré vers le haut par une hausse moyenne de 26% des prix de l'énergie en Europe.

A l'échelle mondiale, la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, tire aussi la sonnette d'alarme. Le coût des produits alimentaires a bondi de 28% l'an dernier à l'échelle mondiale, pour atteindre un niveau presque aussi élevé qu'en 2011, année où avait sévi une grave crise alimentaire dans les pays capitalistes pauvres.

Au sortir de la première vague, les Etats occidentaux avaient décidé de faire payer la facture de la fermeture de l'économie à la population, en privilégiant l'accumulation de dette publique à la place de divers projets de taxes sur les grandes fortunes, comme celle proposée par le PST-POP en Suisse. A cela, s'ajoute maintenant la hausse des prix sur les épaules des ménages étasuniens et européens.

Aux Etats-Unis, l'inflation nuit à la cote de popularité de Joe Biden, déjà impactée par le départ en catastrophe de ses troupes d'Afghanistan. Un an après son élection, il est le deuxième président le moins populaire depuis que de tels sondages existent, le seul ayant réussi à faire pire étant un certain Donald Trump avant lui.

Paris Kyritsis

# Trop de cadeaux fiscaux tue l'impôt

**SUISSE • Le peuple se prononcera le 13 février sur la suppression du droit de timbre, première étape d'un vaste plan de cadeaux fiscaux de 2 milliards aux entreprises.**

Les 250 millions qui n'entreront plus dans les caisses de la Confédération suite à la suppression du droit de timbre, ne seront pas utilisés dans les hôpitaux, les services publics, l'éducation ou pour la réduction des primes maladie, par exemple», insiste le Parti suisse du Travail (PST-POP), qui, aux côtés de la gauche, des Vert.es et des syndicats, a soutenu le référendum contre ce nouveau cadeau fiscal avalisé par le parlement en juin dernier.

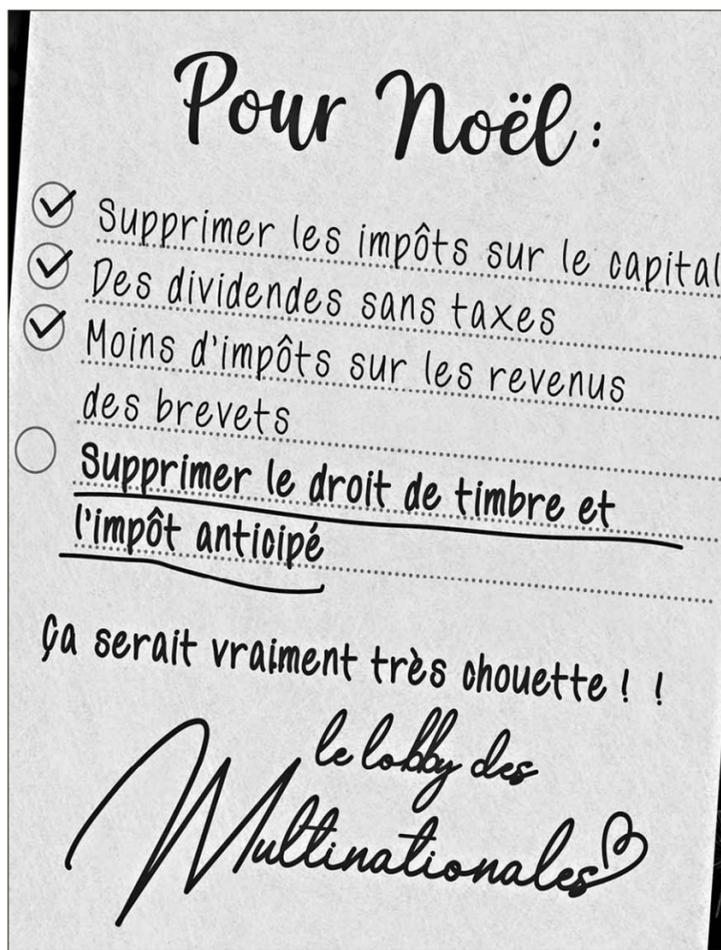
### Dossier technique expliqué

Le dossier étant technique, il nécessite un petit éclairage. En matière de taxation du capital, la Suisse connaît des droits de timbre, qui sont des taxes prélevées sur l'émission et la négociation de titres. Elles rapportent actuellement à la Confédération 2 milliards de francs, qui se modulent suivant trois types de taxes. Il y a d'abord le droit de timbre d'émission (sur l'émission d'actions ordinaires), dont les recettes sont de 250 millions par an et dont la suppression sera soumise au vote le 13 février. Actuellement, les entreprises bénéficient d'une franchise d'un million de francs. Cela signifie qu'elles doivent payer le droit de timbre d'émission lorsque le montant des fonds levés dépasse cette somme. De plus, les entreprises à but non lucratif telles que les coopératives d'habitation, qui proposent des logements à loyer modéré, sont exonérées de cet impôt.

Vient ensuite l'impôt sur le chiffre d'affaires (sur l'achat et la vente de titres), qui rapporte annuellement 220 millions. Et pour finir le prélèvement sur les primes d'assurance (primes d'assurance responsabilité civile, incendie, ménage) permettant à la Confédération d'engranger 1,8 milliard chaque année. «La droite pratique la tactique du salami et prévoit l'abolition de ces taxes en 3 étapes. La première étape a déjà été franchie en supprimant la taxe sur le droit de timbre d'émission. Les étapes suivantes doivent suivre d'ici 2024/2025», explique le parti, qui dénonce des cadeaux fiscaux aux plus riches.

### Vieilles ficelles

«En ce qui concerne ce droit de timbre, comme pour l'ensemble des droits de timbre, il est essentiellement acquitté par les groupes du secteur financier. Par conséquent, ils sont les seuls bénéficiaires de cette abolition», précise encore le PST-POP. «Si cette suppression du droit de timbre avait



La droite du parlement s'est lancée dans une campagne de moins-disant fiscal.

été effective en 2020, elle n'aurait bénéficié qu'à 55 grands groupes, soit 0,25% de toutes les entreprises en Suisse», assure Pierre Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse (USS). Cela bat en brèche l'argumentaire de la droite et de l'Usam (Union suisse des arts et métiers), qui, regroupés dans un comité pour le oui, prétendent que «jusqu'à 90% des entreprises frappées par cet impôt sont des PME». Vieilles ficelles: en 2020, la faitière libérale Economie-suisse avait martelé que l'initiative pour des multinationales responsables «concernait également les PME suisses directement et indirectement». Dans sa brochure d'explication, le Conseil fédéral précise noir sur blanc qu'en 2020, seules 2300 entreprises ont payé ce droit de timbre.

### Injustice sociale

«Ces droits de timbre servent à corriger la sous-imposition du secteur financier, puisque les services financiers sont exonérés de TVA en Suisse et que la Suisse n'a ni impôt sur les gains en capital, ni taxe sur les tran-

sactions», rappelle encore le PST-POP, qui pointe une injustice sociale. «Les travailleurs partent les mains vides! Avec la crise du Covid, beaucoup ont perdu leur emploi ou ont dû accepter des réductions de salaire. Maintenant, le Parlement veut faire des cadeaux fiscaux aux hauts revenus et aux entreprises qui réalisent les plus gros bénéfices. Les travailleurs et les retraités, eux, n'en tirent pas un centime», explique-t-il.

A l'occasion d'une conférence de presse interpartis juste avant Noël, les référendaires ont encore précisé certains points de leur refus, rappelant que cette nouvelle attaque met à mal le consensus des années 90 entre les partis et au sein du Conseil fédéral, qui stipulait que pour le secteur financier, les droits de timbre remplaçaient la TVA. «Abolir le droit de timbre alors que tout un chacun paie des impôts sur son revenu, des prélèvements obligatoires tels que les primes maladie, et encore la TVA sur chaque achat: l'iniquité de cette proposition est manifeste», a souligné Pierre-Yves Maillard. Une position partagée par la conseillère nationale

(AG) et présidente du Parti évangélique suisse, Lilian Studer.

### Alléger fiscalement la classe moyenne

«La population dans son ensemble n'en profite pas. Elle paie les pertes que représentent la réduction des prestations ou l'augmentation des impôts et des taxes. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un allègement de la charge fiscale de la classe moyenne et d'une imposition des couples mariés conforme à la Constitution», a expliqué l'élue évangéliste. Cette suppression du droit de timbre est une pièce dans un vaste programme de démantèlement de l'imposition. «Les réformes prévues sont colossales dans leurs proportions financières: plus de 2 milliards juste pour le droit de timbre, des centaines de millions pour l'impôt anticipé, la suppression des droits de douanes industriels, et des milliards pour les réformes favorables aux gros propriétaires ou aux familles à ultra-hauts revenus», a expliqué, de son côté, le Monsieur fiscalité du PS et conseiller national vaudois, Samuel Bendahan.

«Supprimer le droit de timbre d'émission, c'est dire à des entreprises qui émettent plus d'1 million de capital (et plus de 10 millions dans certains cas), qu'elles n'ont plus aucun effort à faire, sans aucun effet économique. A titre de comparaison, le soutien de la Confédération pour les crèches, c'est 130 millions... sur 4 ans! Soit 8 fois moins que le droit de timbre. 250 millions par an, c'est près de 40% des économies faites sur le dos des femmes avec la hausse de l'âge de la retraite, telle que prévue dans la réforme AVS 21 sur les dix prochaines années», a-t-il exemplifié.

Pour Franziska Ryser, conseillère nationale (SG) et vice-présidente des Vert.es, ce nouveau cadeau fiscal met aussi en danger les investissements pour une politique climatique ambitieuse. «La transformation du système fiscal coupe littéralement l'herbe sous le pied de la protection du climat. Alors qu'il serait enfin temps, pour la Suisse aussi, de lancer un programme sérieux de protection du climat», a-t-elle plaidé. «Il est inadmissible que le même parlement, qui veut faire de généreux cadeaux aux grandes entreprises en supprimant le droit de timbre, a décidé de relever l'âge de la retraite des femmes», conclut le PST-POP, aussi partie prenante du référendum contre l'inique nouvelle révision de l'AVS. ■

JDr

Informations complémentaires sur [www.amaque-droit-de-timbre.ch](http://www.amaque-droit-de-timbre.ch)

# Pimkie: licenciées aux frais du contribuable

**SUISSE • Quatre jours avant Noël, le personnel de deux magasins de mode Pimkie s'est fait licencier par téléphone sans paiement de salaire pour le mois de décembre.**

Ce cadeau de Noël empoisonné a été offert aux neuf employées des succursales de La Praille et de Crissier de la chaîne de mode Pimkie. Leur licenciement a été annoncé en milieu d'après-midi d'un jour de travail et les magasins ont fermé leurs portes dans la foulée. L'entreprise avait caché sa mise en faillite plusieurs jours, tant à ses employées qu'aux gérants des centres commerciaux où elle opérait.

Réunies en conférence de presse le 23 décembre aux côtés du syndicat Syna qui les défend, trois ex-employées ont manifesté leur colère face au mépris de l'entreprise, qui est propriété de la famille Mulliez, sixième fortune de France en 2020 à hauteur de 26 milliards d'euros.

Le Syndicat Syna nous informe que ce sont finalement les employés français des relations humaines du groupe qui ont repris tant bien que mal le dossier en main: «Il a fallu batailler deux semaines pour recevoir les documents nécessaires pour l'obtention du droit au chômage», dit Fabrice Chaperon, responsable chez Syna. «L'entreprise a caché la faillite aux employées dans le but d'économiser de l'argent. L'ardoise est laissée à la collectivité. Ce sont nos impôts qui vont payer le salaire dû par l'entreprise pour le mois de décembre», ajoute-t-il.

A ce jeu-là, le groupe n'en est pas à son coup d'essai. Au printemps 2021, la branche belge de Pimkie se déclare en faillite avant de rouvrir durant l'été sous forme franchisée, laissant la facture des salaires impayés au contribuable belge.

Les 136 employés laissés sur le carreau ont été scandalisés de voir circuler sur les réseaux sociaux de la chaîne des offres d'emploi pour leur ancien poste alors qu'ils attendaient encore le versement de leur dernier salaire et indemnités, comme l'a révélé la chaîne belge RTL Info. Les syndicats belges quant à eux accusent ainsi le groupe Mulliez d'avoir caché un plan de restructuration derrière cette prétendue faillite.

Début 2018, l'entreprise a sauté sur l'occasion de la nouvelle Loi Travail française pour licencier plus de 200 personnes selon de nouvelles dispositions qui évitaient le paiement de plans sociaux complets, comme le permettait cette nouvelle loi tout juste entrée en vigueur.

Pour le groupe Mulliez, toute économie est bonne à prendre, y compris lorsqu'elle implique un mépris du personnel et le transfert du coût de sa mauvaise gestion au contribuable. A travers ces pratiques rendues faciles grâce à un droit suisse très souple en la matière, mais également via les services de cabinets de conseils et d'avocats fiscalistes préconisant ces méthodes, se dessine un système de «voyoucratie patronale transfrontalière» comme le décrit le syndicat Syna dans ses communiqués. Fabrice Chaperon déclare que le syndicat continuera le combat pour obtenir des réparations à travers une lettre au Conseil d'Etat et des actions symboliques devant la résidence de l'un des propriétaires du groupe, qui se situe dans le Canton de Genève. ■

Paris Kyritsis



Les clients du centre commercial de La Praille ont pu apercevoir ce message le 21 décembre dernier.

## Le Mormont, colline en péril à défendre

**VAUD • Une initiative cantonale pour protéger le Mormont et engager la sortie du béton est lancée.**

C'est à Malley, où sera bientôt érigée la première tour en bois de Suisse, que le comité d'initiative, issu des Vert.es, du Parti Socialiste, de solidaritéS, de décroissance alternatives, du POP, des Jeunes Vert.es, de la Jeunesse socialiste, de l'Association pour la Sauvegarde du Mormont et de Pro Natura Vaud, a fait son annonce. Objectif: inscrire dans la Constitution vaudoise la protection du Mormont et l'encouragement aux matériaux de constructions alternatifs au béton, durables et locaux. «Le Mormont, dont le sommet est classé à l'Inventaire Fédéral des Paysages (IFP), fait partie du patrimoine vaudois par son importance géologique, naturelle mais aussi historique et paysagère. Utilisé depuis les années 1950 comme carrière par le cimentier Holcim, le Mormont est affecté par les extensions successives de cette exploitation, qui vont jusqu'à menacer son sommet. Il devient donc urgent de protéger ce qui peut encore l'être sur ce site d'importance paysagère et naturelle indéniable. Tout en favorisant, parallèlement, les alternatives durables et locales au béton pour que la pollution, les émissions de CO<sub>2</sub> massives et les dégâts envi-

ronnementaux et paysagers engendrés par son exploitation ne soient pas juste reportés ailleurs, mais bel et bien réduits», ont développé les initiateurs. Le site est aussi réputé archéologiquement et classé bien culturel suisse d'importance nationale.

Toute exploitation du sol du Mormont serait interdite, à l'exception d'une activité agricole ou sylvicole respectueuse de l'environnement et de la nature. Le texte veut aussi que l'Etat et les communes favorisent l'utilisation de matériaux de construction respectueux de l'environnement et «privilégient eux-mêmes de tels matériaux en lieu et place du béton».

### Une alternative durable et locale

«Le POP vaudois soutient l'initiative "Sauvons le Mormont" car elle est emblématique d'une réponse locale à une problématique globale. Préserver la biodiversité et le paysage du Mormont, chez nous, et s'opposer à l'arrogance d'une multinationale irresponsable, grosse pollueuse de par le monde, au mépris de la santé des populations, comme au Nigéria. L'initiative cherche aussi à

favoriser les alternatives durables et locales au "tout béton", a expliqué le conseiller communal, Bernard Borel.

«La ZAD a récemment remis le sujet à l'ordre du jour médiatique et il s'agit donc maintenant de ne plus tergiverser et d'acter définitivement la protection de ce trésor et d'engager la sortie des matériaux de construction défigurant notre paysage, à l'heure du déclin de la biodiversité, la préservation de notre paysage et de notre biodiversité», a renchéri Rebecca Joly, écologiste et présidente du comité d'initiative.

«Bien que l'unité de matière ne permette pas à l'initiative d'aborder plus radicalement et largement la thématique du béton (fonds de reconversion professionnelle, obligation d'utiliser d'autres matériaux, notamment), décroissance alternatives soutient l'initiative. Elle prolonge la lutte très concrète des milieux activistes pour protéger la colline du Mormont et remettre en question les modes de construction dominants. Nous estimons que si ce n'est pas un pas de géant, c'est néanmoins un pas nécessaire que nous nous réjouissons de soutenir et porter», a

renchéri Tiago Branquino de décroissance alternatives.

### Reconversion professionnelle

Les initiants n'oublient pas les employé.es de la cimenterie et prévoient de leur assurer une reconversion professionnelle. «Des solutions existent et le Parlement vaudois a notamment, récemment accepté un postulat demandant l'introduction d'un Revenu de Transition Ecologique (RTE), outil développé par la chercheuse Sophie Swaton de l'institut de géographie et de durabilité de l'Université de Lausanne, et représentant à la fois un revenu assuré aux travailleurs et travailleuses qui œuvrent à la transition vers une économie durable dans des projets très divers, mais aussi une aide économique pour une reconversion d'une économie polluante à une économie durable en aidant directement les projets de transition écologique», ont-ils plaidé. Les initiants ont désormais jusqu'au 16 mai pour récolter les 12'000 signatures valables nécessaires à l'aboutissement de leur texte. ■

JDr

GaucheBdo s'associe au chagrin de toutes et tous suite au décès de

## Lazaro Paris

militant du PdT, internationaliste bolivien, défenseur des droits des peuples autochtones et fondateur de l'association Tupaj Amaru, ONG accréditée auprès de l'ONU.

## L'or de la BNS, magot pour soutenir l'AVS?

**SUISSE • L'USS prépare une initiative populaire pour transférer une partie des bénéfices de la BNS à l'AVS.**

A l'occasion de sa conférence de presse annuel de janvier, l'Union syndicale suisse a dénoncé la virulence les passes d'armes de la droite et du patronat contre l'assurance vieillesse. «La première attaque concrète vient de la réforme AVS 21: il ne s'agit ni plus ni moins d'un démantèlement de l'AVS au détriment des femmes. Tout comme la réforme du 2<sup>e</sup> pilier voulue par les banques et les assurances, qui implique des baisses de rentes massives. Ce n'est pas tout: les employeurs et les partis de la droite et du centre veulent relever l'âge de la retraite à 67 ans pour tout le monde», a ainsi dénoncé la centrale syndicale. Face à cette situation, elle a annoncé qu'elle pourrait lancer une initiative populaire pour transférer patrie des bénéfices de la Banque nationale suisse (BNS) à

l'AVS pour financer par exemple une 13<sup>e</sup> rente AVS. Le texte sera présenté aux délégués de l'USS en février. La centrale a fait ses petits calculs. «A eux seuls, les 26 milliards de bénéfices engrangés par la Banque nationale suisse (BNS) en 2021 permettraient de couvrir les besoins supplémentaires de l'AVS des dix prochaines années. Sans parler des réserves de la BNS, qui sont encore bien plus importantes: plus de 100 milliards de francs dorment dans les réserves pour distributions futures, soit après déductions des provisions et des versements – déjà plus élevés qu'auparavant – de six milliards de francs à la Confédération et aux cantons», a expliqué la centrale, qui estime que les rentes AVS doivent augmenter, et non baisser. L'initiative devrait rapporter en moyenne durable de 2 à 4

milliards de francs par an à l'AVS selon Pierre-Yves Maillard, président de l'USS.

Rappelons qu'une convention signée entre le Département fédéral des finances et la BNS réglant la distribution du bénéfice de la Banque nationale prévoit le versement aux cantons et à la Confédération d'une part de ce bénéfice, à hauteur maximale de 6 milliards. En 2020, Zurich avait touché 713,8 millions de francs, Vaud, 374,1 millions, Genève, 234 millions, Neuchâtel 82,4 millions et le canton du Jura 34,3 millions. En 2006, une initiative visant à attribuer à l'AVS et à l'assurance-invalidité une part d'environ 3 milliards des bénéfices de la BNS avait été refusée par 60% de non. Partie remise. ■

JDr

# Génération de la détresse

**SUISSE • Les demandeurs d'asile déboutés vivent dans des conditions catastrophiques qui les découragent. Un appel à l'aide provenant d'un camp d'urgence à Saint-Gall est parvenu au Migrant Solidarity Network.**

Les gens y vivent au plus bas niveau du minimum vital, isolés du reste de la société. Une stratégie méprisante de la part des politiques, soutenue par le conseiller d'Etat saint-gallois Fredy Fässler (PS). «Le pire dans le centre de départ et d'aide d'urgence, c'est l'absence de perspectives. J'ai très peur d'être expulsé de force et d'être torturé dans mon pays d'origine. Je ne peux pas y retourner!», raconte à *Vorwärts* par téléphone un habitant du camp d'aide d'urgence de Sonnenberg dans le canton de Saint-Gall.

Dans sa voix, on entend clairement la désespérance: «Chaque fois que la police vient au camp, je panique. Je ne peux pas dormir, je ne peux rien faire. Ne pas pouvoir travailler conduit à un grand désespoir». Et c'est précisément l'idée du régime d'aide d'urgence de l'Etat. L'absence de perspectives jusqu'à ce que les gens partent.

## Isolé en marge de la société

Début décembre, un appel à l'aide est parvenu au Migrant Solidarity Network (MSN). Des personnes désespérées du camp d'aide d'urgence de Sonnenberg font part au réseau des conditions catastrophiques dans lesquelles elles doivent vivre. Le camp d'urgence se trouve à Vilters-Wangs, loin de toute habitation. Il faut marcher une bonne heure pour se rendre à Sargans, la grande ville la plus proche. Environ 80 personnes vivent isolées dans un espace très restreint. Elles ont reçu une décision d'asile négative exécutoire et doivent quitter le pays. L'Etat les a déjà écartées depuis longtemps et elles ne reçoivent plus que le strict nécessaire. Et ce, de manière très discutable.

«Les personnes dans le camp ne reçoivent pas d'argent, mais uniquement des dons en nature. Cela signifie que la nourriture est livrée à des heures spécifiques: à 7h30 pour le petit-déjeuner, à 12h pour le déjeuner, à 17h pour le dîner. Il n'y a pas



Les requérant.es débouté.es de Vilters (St-Gall) vivent dans la précarité et l'isolement sans que cela ne choque le Conseiller d'Etat socialiste cantonal. DR

de possibilité de cuisiner soi-même. Celui qui rate son repas ne le reçoit que le lendemain», peut-on lire dans le communiqué de presse du MSN du 2 décembre. Pour les produits d'hygiène, comme par exemple les serviettes et les tampons, mais aussi le savon et le shampoing, tout le monde doit payer un franc. Une situation impossible sans moyens financiers.

## Génération de la détresse

L'aide d'urgence doit dissuader les demandeurs d'asile déboutés de rester en Suisse. C'est l'idée sous-jacente. «Les gens vivent dans ces camps comme dans une prison à ciel

ouvert», résume parfaitement le pasteur Daniel Winkler dans le reportage de la SRF du 9 juin. Le pasteur est un critique acerbe du régime de l'aide d'urgence et explique dans le reportage: «Ils n'ont aucune possibilité d'organiser leur vie de manière autonome. Ils n'ont pas le droit de travailler, de se perfectionner ou même de se former, ni même de faire du bénévolat. C'est ainsi que l'être humain s'appauvrit et se détruit».

Un habitant du camp Sonnenberg l'a également confirmé à *Vorwärts*: «Je ne sais pas ce que je dois faire. Je ne peux pas travailler, je ne peux pas dormir. Le désespoir est grand». Le

pasteur Winkler critique à juste titre ce système: «L'aide d'urgence n'est pas une aide dans la détresse. Elle est la création de la détresse». Et il ajoute: «Ce n'est pas, comme le prétendent les autorités, une politique d'asile cohérente, mais tout simplement cruelle». Ces personnes, même si elles doivent quitter la Suisse, ont le droit de vivre dans la dignité.

## Absence de perspectives

Fredy Fässler, le conseiller d'Etat saint-gallois (PS) en charge du dossier, n'est pas du même avis. Il défend cette pratique inhumaine. «Nous voulons montrer à ces personnes

l'absence de perspectives en Suisse. Elles ont reçu une décision négative et doivent partir. A mon avis, nous enfreindrions les lois fédérales en leur donnant un logement et en améliorant leur situation», a déclaré le magistrat socialiste dans le reportage. Dans sa vidéo électorale, Fässler a affirmé qu'il s'agissait pour lui d'un monde plus juste.

Mais son sens de la justice est fort limité. Il considère comme légitime le fait que des familles avec des enfants en bas âge doivent vivre entassées dans une petite pièce afin d'inciter les parents à quitter le pays. Ce système d'insécurité, de peur et de contrainte produit des enfants psychologiquement malades. A ce sujet, Fässler se contente de dire: «Je pense aussi qu'il est préférable pour les enfants que les parents fassent leurs bagages et qu'ils partent. Et si l'on arrive vraiment à la conclusion qu'un hébergement collectif est contraire aux droits de l'enfant, il faut alors adapter les lois fédérales».

## Autre solution possible

Dans le canton de Schaffhouse, les familles ayant reçu une décision d'asile négative exécutoire sont toujours logées dans des appartements. Les enfants vont à l'école publique et leurs parents ont accès à des cours d'allemand et à des offres d'occupation. Le tout financé par le canton. «Les enfants ont des droits protégés par la Constitution et la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant. Ceux-ci priment sur la réglementation de l'aide d'urgence», explique Andi Kunz du service social de Schaffhouse à *Rundschau*. Et d'ajouter: «La politique de dissuasion sur le dos des enfants est cynique et très coûteuse à long terme». Comme une partie des personnes déboutées resteront sur place, il est dans l'intérêt du canton de les intégrer. ■

Lmt

Paru sur *Vorwaerts.ch*, adapté par la rédaction

## Zurich inflige un camouflet à Uber

**LUTTE • Le Tribunal cantonal des assurances sociales du canton considère que les chauffeurs Uber sont des employé.es de la multinationale.**

Le tribunal des assurances sociales du canton de Zurich arrive à la conclusion que les relations contractuelles entre Uber B.V., respectivement Rasier Operations B.V., toutes deux des sociétés ayant leur siège aux Pays-Bas, et les chauffeurs présentent certes des éléments qui parlent en faveur d'une activité lucrative indépendante, comme par exemple la flexibilité temporelle dans l'exécution du travail et la possibilité d'exercer des activités concurrentes, par exemple pour d'autres sociétés. La majorité des points de vue exprimés dans la pratique plaident toutefois en faveur d'une activité lucrative dépendante. Telle est la conclusion du jugement du tribunal zurichois rendu le 20 décembre sur le statut réel des chauffeurs Uber, considérés comme des employé.es de la firme étatsunienne, implantée en Suisse depuis 2014. Cette décision intervient après qu'Uber a déposé quatre plaintes contre la Suva et une

contre le Bureau des assurances sociales du canton de Zurich (SVA Zurich). La Suva avait précédemment statué à plusieurs reprises que les conducteurs et conductrices travaillant pour Uber exerçaient une activité dépendante et qu'Uber leur devait donc des cotisations aux assurances sociales. Pour l'année 2014, le SVA Zurich réclamait à Uber des cotisations aux assurances sociales plus des intérêts moratoires de près de 5,2 millions de francs. Uber a d'ores et déjà annoncé qu'elle ferait appel.

La décision zurichoise satisfait pourtant le syndicat Unia, qui rappelle que plusieurs autorités comme la Suva et les tribunaux cantonaux de Genève et de Vaud ont établi que les chauffeurs/chauffeuses d'Uber ou les coursiers/coursières d'Uber Eats sont des employé.es. «Les cantons doivent enfin assumer leurs responsabilités envers les chauffeurs et chauffeuses. Les offices cantonaux du travail doivent faire respecter la loi sur le travail

par Uber et garantir que l'entreprise décompte correctement les cotisations aux assurances sociales de ses employé.es. De plus, une actualisation des bases légales est nécessaire pour une protection efficace des employé.es. Une présomption fondamentale de dépendance est nécessaire jusqu'à ce qu'une entreprise prouve le contraire aux autorités», estime Unia. Selon les calculs du syndicat, Uber devrait plusieurs centaines de millions de francs à ses milliers de chauffeurs et chauffeuses en Suisse pour la période de 2013 à 2021. Même satisfecit chez Syndicom. «Qu'il s'agisse de location de personnel ou non, la multinationale américaine est un employeur. Elle doit engager ses chauffeurs, payer des cotisations sociales et, à l'avenir, aussi négocier avec les associations d'employé.es et les syndicats», explique David Roth, secrétaire central de Syndicom. ■

JDr

## Pierre Maudet blanchi

Fin septembre, l'ancien conseiller d'Etat était invité à Athènes pour parler de la démocratie, mandaté par son nouvel employeur Wisekey pour le représenter. Un voyage sans anicroche loin des accusations qu'avait suscité un autre voyage, celui qu'il avait fait en 2015 à Abu Dhabi, au temps où il était encore ministre genevois. Cette semaine, la chambre pénale d'appel genevoise, contredisant le Ministère public et le Tribunal de police, l'a finalement blanchi. Elle considère en effet que l'ancien magistrat n'a

accepté aucun avantage lors de son séjour dans le pays du Golfe et qu'il avait bien été invité par les autorités locales. «Même s'il est blanchi juridiquement, il n'est politiquement plus crédible», assure Alexander Eniline, co-président du PdT, critiquant aussi son bilan, surtout marqué par le renforcement des mesures policières à travers une nouvelle Loi sur la police. Et que dire aussi des mensonges éhontés de l'ex-enfant prodige sur son affaire devant le parlement, son parti, les médias ou la population? ■

JDr

## En mars 2022, Gauchebdo se renouvelle!

Notre journal gardera sa ligne critique et combative et se transforme en magazine mensuel, dont les contours seront dévoilés fin janvier. Pour réaliser ce renouveau, Gauchebdo fera une pause en février, afin que nous puissions préparer le premier numéro de notre nouveau média. N'hésitez pas à nous soutenir dans ce projet!

Numéro de compte: 12-9325-6

# L'immigration italienne en bande dessinée

**LIVRE • La bande dessinée de Baru, «Bella Ciao (uno)», est le premier volume d'une trilogie, dont le second vient de paraître et le troisième doit arriver en 2022. Elle propose un contenu dense d'un point de vue culturel, historique, graphique et littéraire.**

En ce début d'année 2022, qui s'annonce sous des auspices plus aléatoires que jamais, sous la neige ou la pluie de janvier, prenons donc une petite pause lecture au coin du feu, et profitons-en pour nous intéresser à cet excellent ouvrage, naviguant entre histoire et fiction, teinté de récit autobiographique. Ses 130 pages nous emmènent en effet au cœur de l'immigration et de l'intégration des Italiens en France au XX<sup>e</sup> siècle, et ne manquent pas de faire écho à l'actualité brûlante de ces thématiques. «L'étranger, ici, est italien. Mais peut-on douter de l'universalité de la question?» (Quatrième de couverture).

Le livre s'ouvre sur le récit, reconstitué, du massacre d'Aigues-Mortes, le 17 août 1893. Sur fond de crise économique et de paupérisation de la population, les tensions sont grandes entre la population locale, les ouvriers nationaux et les ouvriers saisonniers italiens habituellement engagés dans les salines à cette époque.

Le nationalisme est exacerbé et la xénophobie omniprésente, les Italiens étant accusés de voler le travail des Français. Il suffit d'une rumeur pour que la population locale s'en prenne violemment aux immigrés ce jour-là, en tuant 10 et en blessant gravement 17 lors du lynchage.

Le reste de la bande dessinée navigue des années 30 aux années 70, suivant le personnage de Teodorico Martini, alter ego du père de Baru, et de toute sa famille.

## Bella ciao, histoire d'un chant populaire

La «Bella Ciao», probablement le chant révolutionnaire italien le plus célèbre, sert de fil rouge au récit. C'est le cousin de Teodorico, ethnomusicologue, qui lui en explique l'origine, historiquement documentée par l'auteur.

La version que nous connaissons aujourd'hui, n'est en fait chantée en Italie et en Europe que depuis le début des années 1960. Les origines de la musique sont plus qu'incertaines, tout au plus connaît-on un enregistrement d'une mélodie y ressemblant, réalisé en 1919 à New York par un accordéoniste tzigane. Elle aurait pu arriver en Italie quelques années plus tôt, pendant la première guerre mondiale, par le biais d'immigrés italiens revenus au pays. Une piste historique ténue, et même jugée peu crédible par certains historiens.

Les premières paroles italiennes connues sont celles des *mondine*, les désherbeuses des rizières du nord de l'Italie, des femmes qui se sont longuement battues au début du XX<sup>e</sup> siècle pour de meilleures conditions de travail, obtenant par exemple la journée de huit heures en 1909. Il n'est donc pas étonnant que leur répertoire contienne un tel chant de revendication, se terminant sur les strophes suivantes:

«Et toutes les heures que nous passons ici  
Nous perdons notre jeunesse  
Mais un jour viendra que toutes autant que nous sommes  
O bella ciao bella ciao bella ciao ciao ciao  
Mais un jour viendra que toutes autant que nous sommes  
Nous travaillerons en liberté.»  
(Version de Giovanna Daffini de 1951, d'après ses souvenirs de 1926)

C'est à la toute fin de la seconde guerre mondiale que les paroles actuelles sont écrites, et que *Bella Ciao* devient un chant de la résistance italienne. Il reste cependant relativement peu connu, jusqu'en 1964 où il parvient aux oreilles du Parti Communiste Italien. Celui-ci en fait son nouvel hymne des partisans, séduit par sa double origine, populaire et révolutionnaire. Il va ainsi remplacer *Fischia il vento*, chanté sur l'air de Katiouchka et ouvertement pro-URSS, qui ne passe plus vraiment... Et l'internationalisme fera le reste.

## Petite histoire et culture populaire

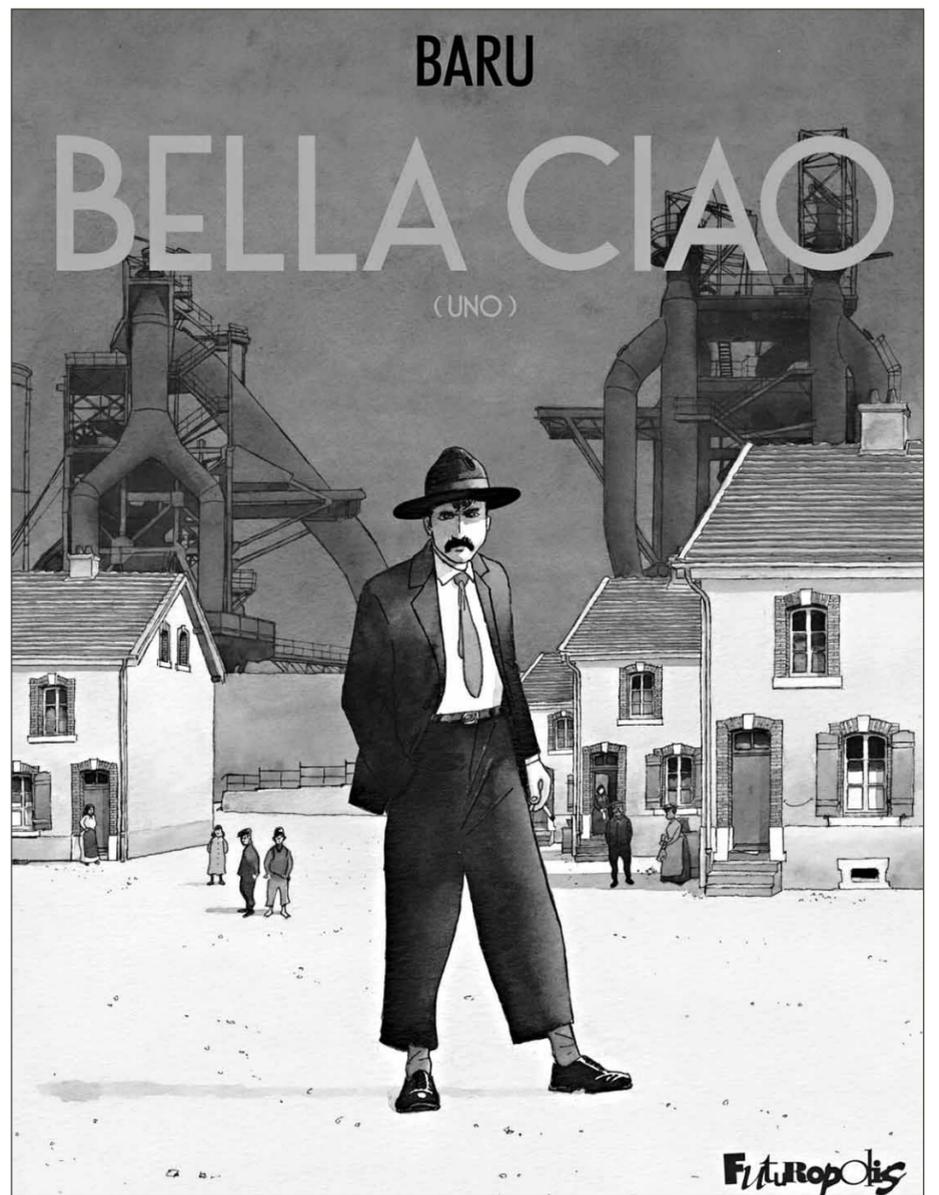
L'intérêt d'une telle bande dessinée relève avant tout de la culture politique et sociale, mais également historique. L'auteur a fourni un grand effort de documentation, plusieurs documents historiques sont d'ailleurs reproduits, et, quoique romancé, son travail s'inscrit dans l'idée de la micro-histoire (un mouvement historique italien d'ailleurs) où ce sont les individus, les petites histoires, qui servent de porte d'entrée à la «grande histoire».

Baru ne nous parle pas de Mussolini, mais de la fuite et la naturalisation française d'un homme devant les agents du gouvernement italien venus le recruter, et du regard de son entourage, de tous bords et de toutes convictions. Les petits épisodes du livre dessinent ainsi comme une mosaïque et très indirectement les événements historiques qui ont traversé l'Europe ces 100 dernières années.

Par ses choix artistiques et historiques, par ses convictions sociales, par sa mise en scène, l'auteur nous offre ainsi un regard pertinent, témoin s'il le fallait de l'importance des arts populaires, et de la bande dessinée en particulier, pour la formation de l'opinion politique. A lire, à faire lire!

## Fils d'immigré italien

Baru (1947), de son vrai nom Hervé Barula, est né et a grandi en Lorraine. Il est le fils d'un immigré italien, naturalisé en 1936. Les documents de naturalisation originaux de son père viennent d'ailleurs illustrer le récit de *Bella Ciao*, où ils sont reproduits en intégralité. Son œuvre, récompensée par le Grand Prix d'An-



La BD s'inscrit dans l'idée de la micro-histoire où ce sont les individus qui servent de porte d'entrée à la «grande histoire».

goulème 2010, est essentiellement articulée autour de l'histoire de la classe ouvrière française et immigrée (*Quéquette Blues*, *Les Années Spoutnik*). Une histoire qu'il a lui-même vécue et il l'explique, au micro de France info (22.10.2020): «Traité de Rital ou de sale Macaroni, j'ai subi la queue de la comète xénophobe vis-à-vis des Italiens en France. Mais ce qui me chagrinait le plus, c'était d'être méprisé par les jeunes gosses de bourgeois qui me renvoyaient à mes origines sociales.» Cette nouvelle trilogie s'inscrit donc dans la ligne parfaite de l'en-

semble du travail de l'auteur et est présentée ainsi par son éditeur: «*Bella Ciao*» pourrait bien être le grand œuvre du Grand Prix d'Angoulême 2010». ■

Matthieu Reverchon

*Bella Ciao (uno)*, Baru, Editions Futuropolis (septembre 2020)

A lire également: *Bella Ciao (due)*, Baru, Ed. Futuropolis (novembre 2021). Les deux tomes sont disponibles dans toutes les bonnes librairies (indépendantes), mais également dans de nombreuses bibliothèques romandes (catalogues disponibles en ligne) ou chez l'auteur de ces lignes.

# Soutenir le référendum sur Frontex

**SUISSE • Cette semaine, le comité référendaire annonçait avoir récolté 38'000 signatures. Il en manque donc 12'000 qui doivent être récoltées d'ici au 19 janvier.**

En Suisse, la majorité de droite du Parlement a malheureusement décidé lors de sa session d'automne d'augmenter de 24 à 61 millions de francs sa contribution au budget de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, connue sous le nom de Frontex, pour renforcer ses actions. Environ 60 gardes-frontières devraient être mobilisés pour intensifier la gestion de contrôle des frontières. Pour rappel, cette agence, créée en 2004, a pour mission de protéger les frontières européennes face à la migration irrégulière. Toutefois, cette politique de sécurisation soulève de nombreux problèmes du point de vue des droits fondamentaux. En effet, il s'avère que Frontex transgresse régulièrement plusieurs principes, notamment celui

de non-refoulement codifié par la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés.

Cette Convention internationale, ratifiée par tous les Etats européens, y compris la Suisse, garantit juridiquement à une personne réfugiée le droit de demander l'asile à un pays tiers. Or, Frontex n'hésite souvent pas à repousser les réfugiés vers l'extérieur de l'UE pour les empêcher précisément d'entamer une procédure d'asile. De fait, Frontex est mandatée pour participer activement à une logique d'externalisation de la gestion migratoire auprès des pays tiers (Turquie, Maroc, Libye, etc.) afin de diminuer les entrées des réfugiés sur le territoire européen.

Cette logique sécuritaire met en

péril non seulement nos institutions démocratiques, mais surtout la vie des réfugiés qui traversent des frontières dangereuses, en particulier en Mer Méditerranée. Le parlement européen semble l'avoir bien compris. Cette crainte pourrait expliquer pourquoi il a refusé en avril 2021 d'approuver le budget 2019 de l'organisation.

Un peu partout dans le monde et y compris en Europe, le populisme d'extrême-droite, fidèle à ses habitudes, prône activement le rejet des migrants. Au lieu d'encourager une inflation sécuritaire, le Conseil fédéral pourrait augmenter les contingents de réinstallation afin d'accueillir davantage de personnes exilées. Une autre réponse pourrait être la réintroduction des demandes d'asile auprès des

ambassades suisses. Actuellement, cette procédure est interdite. Les visas humanitaires sont délivrés au compte-gouttes par les autorités suisses. Pourtant, ces deux procédures diminueraient fortement les risques et les conséquences chaotiques inhérents à la migration irrégulière.

Le référendum «No Frontex» a été lancé le 12 octobre 2021 par Migrant Solidarity Network. Appuyé par de nombreuses organisations de défense des droits et des intérêts des migrants, par le Parti socialiste et par les Verts suisses, il arrive donc très bientôt à échéance. Il mérite très fortement d'être soutenu. Les impôts des citoyens et citoyennes suisses n'ont pas à financer, qui plus est par un montant si élevé, une agence sécuritaire très

contestée. Notre pays doit défendre les valeurs humanistes et sa tradition humanitaire. ■

<https://frontex-referendum.ch/fr>

Signataires: Samson Yemane (PS), Emmanuel Deonna (PS) Co-signataires: Ada Marra (PS), Christian Dandrès (PS), Nicolas Walder (Les Verts), Lisa Mazzone (Les Verts), Pierre-Alain Fridez (PS), Jean Ziegler (PS), Delphine Klopfenstein Brogini (Les Verts), Samuel Bendahan (PS), Elisabeth Baume-Schneider (PS), Laurence Fehlmann Rielle (PS), Carlo Sommaruga (PS), Christophe Clivaz (Les Verts), Stefanie Prezioso Batou (Ensemble à Gauche), David Payot (POP), Bertrand Buchs (Le Centre), Jean Batou (Ensemble à Gauche), Jocelyne Haller (Ensemble à Gauche), Pascal Hohenweg (PS), Benedict Amsellem-Ossipow (Les Verts), Florio Togni, Carine Carvalho Arruda (PS), Erica Deuber Ziegler (PdT), Céline Misiengo (POP), Jean-Charles Rielle (PS), Julien Eggenberger (PS), Tobia Schnebli (PdT)

# Cuba à l'ère de la solidarité

CUBA

**Ancien syndicaliste, Jean Van De Maele est un photographe globe-trotter. En 2003, il découvre Cuba et aujourd'hui, l'île socialiste est sa maison. L'homme témoigne de l'impact du blocus économique sur la vie quotidienne et de la solidarité qui unit les Cubains.**

**E**n 1997, quelque part dans le Pacifique, Jean Van De Maele a décidé qu'il ne voulait pas vieillir en Belgique. L'endroit où il irait était encore une question ouverte. En fin de compte, c'est l'amour qui a fixé sa destination. En 2005, Jean a épousé son amoureuse cubaine. Il y a trois ans, il s'est installé définitivement à Santiago de Cuba.

**Comment trouvez-vous la vie à Cuba?**

**JEAN VAN DE MAELE** *C'est un pays incroyablement fascinant. Je pourrais en parler pendant des heures. De l'hospitalité des Cubains par exemple. J'ai souvent été ému aux larmes en voyant que les personnes qui ont peu donnent quand même beaucoup. Cela a eu un effet-miroir sur moi. J'ai appris qu'il y a d'autres choses que notre mode de vie occidental qui sont importantes. Je suis vivant, je peux manger sainement, je suis entouré de gens que j'aime, il y a de la solidarité et de l'amitié...*

*Ce qui me dérange énormément en Belgique, c'est la droitisation, le manque de solidarité. Je n'accepte pas qu'une société refuse d'aider les personnes qui pour une raison ou une autre ont des difficultés à s'en sortir et les rejette en les considérant comme des profiteurs. C'est pourquoi je me sens chez moi à Cuba.*

**Quels sont les points forts de la société cubaine?**

*Par exemple, la sauvegarde de la nature, très étendue et intacte. Sans ça, vous pouvez être sûrs que tout cela serait rempli d'hôtels de luxe, où les travailleurs cubains ne seraient pas autorisés à entrer et où ils pourraient travailler pour cinq dollars de l'heure.*

*En termes de niveau de vie, Cuba dépasse tous les pays d'Amérique latine, à l'exception du Costa Rica. Les soins de santé sont gratuits. Un exemple concret. Mon fils a vécu au Mexique pendant quatre ans. Sa femme a eu une appendicite. Le docteur a posé un mauvais diagnostic, il lui a donné des médicaments et elle a pu quitter l'hôpital. Mais, peu de temps après, comme l'inflammation a bien sûr continué à se propager, elle a dû être hospitalisée en urgence. Après l'opération, les médecins ont demandé 30'000 dollars. Si la facture n'était pas payée, ils arrêtaient le traitement. Finalement, elle a été prise en charge et traitée en Belgique, grâce à une bonne assurance.*

*Il y a également la gratuité de l'enseignement. J'ai parlé avec un jeune homme très critique envers le gouvernement. Il avait un diplôme universitaire. Je lui ai demandé s'il savait combien coûtait un diplôme universitaire aux Etats-Unis, combien de temps les gens devaient rembourser ce coût, etc. Lui, il a pu l'obtenir gratuitement. Un Cubain sur sept a un diplôme universitaire. Le logement est aussi une priorité pour les pouvoirs publics. Il y a deux ans, le gouvernement a fait construire 16'000 maisons. Les jeunes femmes avec trois enfants en obtiennent une.*

*En Haïti, juste à côté de Cuba, l'espérance de vie est inférieure de 20 à 30 ans. Là, on peut certes voter pour plusieurs partis, mais les conditions de vie sont bien pires. Cuba est-il un paradis?*



«Selon le Miami Herald, 60% des Cubains de Miami vivent dans la pauvreté», relève Jean Van de Maele, résident à Cuba.

Mark Scott Johnson

*Non, mais si on le compare à d'autres pays d'Amérique latine, c'est un pays où il fait bon vivre.*

**Cuba connaît également de nombreux problèmes.**

*En effet. Les Cubains doivent mener une bataille quotidienne. Ils doivent faire la queue pendant des heures pour acheter des produits de première nécessité. Ils ne peuvent pas toujours les acheter dans les quantités souhaitées. Il n'y a parfois pas suffisamment de pain parce que l'approvisionnement en farine n'est pas suffisant. Il y a rarement du beurre. La viande de bœuf, de porc, le poulet, le poisson, etc., tout est rare. Les médicaments sont souvent indisponibles à cause du manque de matières premières. Les jouets pour les enfants, les chaussures, il y a très peu de tout. Les déplacements sont difficiles en raison du manque de carburant. Il y a de longues files d'attente pour quelques litres d'essence. On manque d'aiguilles de seringues et de respirateurs, ce qui est désastreux dans la crise du coronavirus.*

*Mais la solidarité et la discipline à Cuba sont immenses. Tout le monde doit avoir la possibilité d'acheter certains des produits rares. Le sentiment d'unité, de collectif, est très fort. Si la Belgique manque d'électricité ou d'eau, il y a les pays voisins. Cuba est une île et doit être autosuffisante. L'accent est désormais fortement mis sur le développement de l'agriculture. Les personnes disposant d'un jardin sont encouragées à cultiver des légumes. L'énergie solaire fait également l'objet d'une attention particulière. Si l'on tient compte des ressources dont ils disposent, les Cubains s'en sortent plutôt bien.*

*A Cuba, je parle beaucoup aux gens qui veulent du changement. Ils aiment parler de liberté et de démocratie. Ils veulent améliorer les conditions de vie dans leur pays et c'est très bien évidemment. Mais ils n'ont souvent pas d'idée claire. Il faut qu'ils sachent bien ce pour quoi ils optent. Parce que, dans un marché libre, ils peuvent oublier tous les avantages qu'ils ont actuellement.*

**Depuis 60 ans, Cuba souffre d'un blocus économique imposé par les Etats-Unis. Votre avis?**

*Un blocus économique est une arme de guerre, un étranglement. Selon les Etats-Unis, le blocus est là dans le but d'aider le peuple cubain, mais il n'est rien d'autre qu'un moyen pour forcer un changement de pouvoir. J'espère que les actions mondiales contre le blocus seront victorieuses. Depuis 29 ans, presque tous les pays ont voté contre ce blocus aux Nations unies. La grande majorité de la population mondiale est favorable à sa suppression. Pourtant, les Etats-Unis n'en tiennent pas compte. Et on parle de «démocratie»...*

**On entend parfois que l'impact du blocus est exagéré.**

*Imaginez la Belgique sans importations ni exportations. Imaginez que tous les ports soient à l'arrêt. Ce serait un pays de patates, au sens propre. Chaque pays est dépendant des importations et des exportations, du commerce. Imaginez qu'un autre pays interdise à la Belgique de faire du commerce. C'est ce que font les Etats-Unis avec Cuba.*

*Un pétrolier se rendant à Cuba se verra infliger une amende de 200 à 300'000 dollars. Tout cargo faisant*

*escale à Cuba n'est pas autorisé à entrer dans les eaux territoriales américaines pendant six mois. Les entreprises qui veulent commercer avec Cuba et ont également des intérêts commerciaux aux Etats-Unis doivent donc choisir leurs priorités. Et on ne peut pas non plus verser de l'argent sur un compte cubain au départ de n'importe quelle banque. C'est dire jusqu'où va l'influence des Etats-Unis. Le blocus coûte à Cuba environ 4 à 5 milliards de dollars par an. Il y a par conséquent des pénuries à tous les niveaux: nourriture, médicaments, matières premières...*

**Le 11 juillet dernier, d'importantes manifestations ont eu lieu à Cuba. Ce qui indique que tous les Cubains ne soutiennent pas le pouvoir. Qu'en pensez-vous?**

*Elles n'étaient pas surprenantes. Il y a un mécontentement compréhensible au sein de la population. Faire la queue tous les jours, cela ne satisfait personne. La crise du coronavirus pèse également lourdement. L'année dernière, le nombre de touristes est passé de 4 à 5 millions à environ 200'000.*

*Les musiciens de rue, les personnes travaillant dans les hôtels et les restaurants, tous ont vu disparaître une grande partie de leurs revenus. Et il y a certainement des choses qui peuvent être améliorées à Cuba, par exemple en matière d'efficacité. Les gens se tournent alors en premier lieu vers le gouvernement.*

*Mais, étant donné que les manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes simultanément, il était clair pour moi qu'elles étaient dirigées de l'extérieur. L'influence des médias sociaux est très forte. Depuis les Etats-Unis, les Cubains sont encouragés à mener des actions violentes contre le gouverne-*

*ment. S'ils peuvent en montrer des images, ils reçoivent de l'argent pour cela. Pour avoir jeté un cocktail Molotov sur un bâtiment gouvernemental, par exemple. Les manifestations ont cessé depuis. La grande majorité de la population continue de soutenir le gouvernement et considère le blocus comme la cause de nombreux problèmes.*

**Néanmoins, une partie des Cubains continuent de rêver d'une vie hors de Cuba.**

*Beaucoup de jeunes aiment regarder les Etats-Unis et ne voient que le beau côté des choses. Il faut leur donner des articles provenant, par exemple, du Miami Herald, qui montrent que 60% des Cubains de Miami vivent dans la pauvreté. Ou qu'aux Etats-Unis, il faut deux ou trois emplois pour survivre.*

*A La Havane, j'ai fait la connaissance d'un capitaine de bateau et son épouse. Elle avait de la famille aux Etats-Unis et voulait émigrer, ce qu'ils ont fini par faire. Après un an, nous avons repris contact et la femme a dit que la réalité était complètement différente. Aux Etats-Unis, il y a environ 70'000 Cubains âgés qui veulent retourner à Cuba en raison des soins de santé gratuits qu'ils peuvent y recevoir.*

**Comment voyez-vous l'avenir de Cuba?**

*Mon plus beau rêve est un Cuba sans blocus. C'est aussi ce que veulent la plupart des gens, un Cuba sans ingérence étrangère. Sans blocus, Cuba pourrait s'approcher du paradis. J'espère qu'on en arrivera là un jour. Cuba le mérite. ■*

Propos recueillis par

Dirk Tuypens

Paru dans *Solidaire*, adapté par la rédaction

# La crise permet au président de renforcer son pouvoir

**KAZAKHSTAN • Au terme de plusieurs jours de soulèvement au Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev, qui a misé sur la répression, se démarque de son prédécesseur.**

La violente répression lancée par le président Kassym-Jomart Tokaïev au Kazakhstan depuis le 5 janvier a fonctionné. Au terme de 10'000 arrestations et plus d'une centaine de morts, la contestation apparaît brisée et le calme revenu dans le plus grand pays d'Asie centrale. A tel point que les troupes de maintien de la paix déployées par l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), dans le cadre d'une alliance militaire réunissant la Russie, le Kazakhstan, l'Arménie, la Biélorussie, le Kirghizistan et le Tadjikistan, devraient se retirer avant la fin de la semaine.

## Une forte attente

Depuis Noursoultan, la capitale relativement épargnée par les mouvements de contestation, Aksulu Sangali, qui travaille pour divers médias, confirme la fin des tensions. «Mais il est encore difficile d'avoir une image générale des événements. Si les manifestations ont débuté de manière pacifique, sur des demandes sociales comme la baisse du prix du gaz, elles ont ensuite connu d'importants débordements. Ces mouvements radicaux ont été contenus. Mais une forte attente demeure dans la population. Le nouveau premier ministre et le président devront répondre à ce désir de changement», explique-t-elle.

Devant le parlement kazakh, Kassym-Jomart Tokaïev a dévoilé, mardi 11 janvier, une partie de sa stratégie. Outre la nomination d'un nouveau premier ministre, Alikhan Smailov, 49 ans, qui fait partie des diverses administrations, le chef de l'Etat a accusé l'ancien dirigeant de 1990 à 2019, Noursoultan Nazarbaïev, d'être responsable des inégalités en ayant favorisé l'émergence d'une «caste» qui s'est approprié les richesses du pays. «Je pense que le temps est venu de payer un tribut au peuple du Kazakhstan», a-t-il souligné dans une critique sans précédent contre son mentor politique et alors que plusieurs proches de Nazarbaïev occupent toujours des postes clés. L'arrestation de l'ancien responsable des services secrets, Karim Massimov, le 8 janvier, pour haute trahison, confirme que Tokaïev exploite cette crise en vue de consolider son pouvoir.

## Des conflits qui se multiplient

Cette stratégie et ce discours seront-ils suffisants pour calmer la contestation? Le système actuel n'a guère évolué depuis 2019 et la passation de pouvoir entre Tokaïev et Nazarbaïev. Deux priorités ressortent de cette contestation sans précédent: un besoin de mesures sociales fortes (salaires, conditions travail, inflation) et des réformes politiques. «La force motrice des manifestants est constituée d'hommes de 20 à 40 ans, la couche sociale la plus massive du Kazakhstan. Ces groupes sociaux jeunes et actifs veu-



Rassemblement de protestation sur la place centrale d'Aktobe, le 4 janvier dernier.

Esetok

lent participer à la vie politique, faute d'être satisfaits par ce qui se passe dans le pays. Un groupe qui est similaire à l'électorat qui a voté pour Amirzhan Kosanov (principal opposant à Tokaïev, candidat à la présidentielle - NDLR) en 2019», analyse le sociologue Serik Beisembayev pour le site d'information kazakh Vlast.

Le mouvement semble s'essouffler face à l'opération «antiterroriste» décrétée par Kassym-Jomart Tokaïev. Mais, faute de mesures fortes pour répondre à la situation socio-économique et combattre la corruption, rien n'exclut que celui-ci reprenne. Les conflits sociaux (en 2011, à Janaozen), politiques (en 2019, en marge de la présidentielle) et interethniques se sont multipliés cette dernière décennie. Et si morts et arrestations se multiplient dans les prochains mois, la situation va se tendre encore plus. «Un scénario biélorusse, avec une forte répression et une liberté encore plus limitée, ne peut fonctionner. Notre système politique ne dispose pas des moyens de le mettre en œuvre», conclut Serik Beisembayev. ■

Vadim Kamenka

Paru dans *L'Humanité*

# Le PTB change de président

Le Parti des Travailleurs du Belgique s'est réuni en congrès national le 5 décembre dernier et a notamment porté le charismatique Raoul Hedebouw à sa tête. «Parti de la classe travailleuse. Parti de la jeunesse. Parti du socialisme.» C'était le slogan mis en avant lors du Congrès de l'Unité qu'a tenu le mois dernier ce parti marxiste, qui connaît une dynamique très favorable, passant de 800 à 24'000 membres en un peu moins de 20 ans. En crise et au plus bas électoralement en 2003, le PTB a développé une ligne «ferme sur les principes mais souple dans sa communication» et est devenu, petit à petit, une force incontournable dans le paysage politique belge faisant passer son score d'environ 20'000 voix en 2003 à plus d'un demi-million en 2019.

Comme cela a été mis en avant lors de ce congrès, c'est à travers un patient travail de terrain le PTB a su gagner le cœur d'une partie importante des travailleurs belges, en se basant sur diverses campagnes pour la baisse des prix des médicaments et de l'électricité, ou plus récemment en aidant la population lors de la crise du coronavirus ou des inondations qui ont touché la Belgique en 2021.

Le PTB est également le seul grand parti belge à exister à l'échelle nationale et qui milite en faveur de l'unité de la Belgique. En effet, les autres grands partis ne sont présents que dans l'une ou l'autre région, wallonne ou flamande, et le séparatisme flamand a le vent en poupe dans la partie nord du pays, porté par le parti Vlaams Belang autrement dit «intérêt flamand».



Raoul Hedebouw, un président charismatique et bon orateur.

DR

Le parti était présidé par Peter Mertens depuis 2003. Ce dernier a porté ce renouveau du marxisme en Belgique, il passe maintenant la main à Raoul Hedebouw, qui s'est fait connaître pour son charisme et ses interventions enflammées au parlement. ■

Paris Kyritsis

## LA CHRONIQUE FÉMINISTE

### Les mariages précoces... aux USA!

Quand j'ai lu l'article dans *le Canard enchaîné* du 29 décembre 2021, je n'en croyais pas mes yeux... (rubrique «La boîte aux images», documentaire d'Elisabeth Vargas «Mariées de force», diffusé le 4.1.22 à 20h55 sur Canal Plus). Nous ne sommes pas en Inde, en Iran ou en Afrique (75% des filles de moins de 18 ans sont mariées au Niger, 68% au Tchad, 65% au Bangladesh)... mais aux USA!

L'histoire de Sherry Johnson fait se dresser les cheveux sur la tête. Ses parents, une famille afro-américaine de Floride, étaient les pasteurs d'une communauté évangélique, la Maison de la prière. Chaque fois que le diacre préparait l'office, il montait à l'étage et violait Sherry. La fillette avait 8 ans, le violeur 18. Lorsque l'enfant se confie, personne ne l'écoute. Pire, sa mère, en plein office, met publiquement en garde les fidèles «Ne croyez pas ma fille!» Pas de scandale dans la communauté. A 9 ans, Sherry est enceinte de 7 mois. Sa famille la confie à l'évêque... qui l'emmène en voiture pour abuser d'elle. Entre-temps, le diacre a avoué. Afin d'éviter le scandale, la fillette est mariée à son bourreau. Un juge de l'Etat de Floride a signé l'acte d'union, aux côtés de la mère de l'épouse et de son violeur de mari...

En 1995, les USA ont signé la Convention internationale des droits de l'enfant, mais ne l'ont jamais ratifiée. Un amendement qui permet au Département d'Etat américain de qualifier de «violation des droits de l'enfant» le mariage forcé de mineur.es dans d'autres pays, tout en l'autorisant sur son propre territoire! Entre 2000 et 2018, près de 300'000 fillettes enceintes ont été abandonnées à leur violeur, dans l'espoir de maquiller un acte criminel en devoir conjugal. Et ni la justice, ni les médecins, ni les éducateurs, ni qui que ce soit ne s'en indignent! En 2021, seuls 5 Etats américains interdisent le mariage des moins de 18 ans, dont le New Jersey et le Delaware. Dans tous les autres, l'union avec un.e mineur.e est autorisée, avec approbation judiciaire, dès lors que les parents l'acceptent. Dans 18 Etats, il n'existe pas d'âge minimal.

Les mariages d'enfants ont des effets de longue durée sur la santé, l'éducation, l'accès aux métiers des jeunes filles, et augmentent leur risque d'être victime de violence domestique et de vivre dans la pauvreté, qu'ils aient lieu dans les pays en voie de développement ou dans les pays développés (UNICEF, 2017). Le mariage entre deux personnes qui ont une certaine différence d'âge peut aussi constituer un viol sur mineur. Dans le monde, 700 millions de femmes ont été mariées avant 18 ans.

Depuis quelque temps, les Etats-Unis nous ont habitués à l'impensable: l'élection de Trump, inculte, sa notion de «vérités alternatives», les vagues ininterrompues de ses tweets mensongers, son attitude méprisante envers le monde entier, ses décisions uniquement destinées à sa réélection, n'hésitant pas à proposer des «deals» aux pires dictateurs de la planète, sa défaite transformée en victoire, à laquelle croient encore 70 millions d'Etasuniens, son appel à monter sur le Capitole, suivi par des milliers de fans, son refus de collaborer à l'enquête, le pays scindé en deux dont chaque partie considère l'autre non pas comme des adversaires, mais comme des ennemis. Sous Biden, le retrait catastrophique des troupes US de l'Afghanistan, et le président démocrate a toutes les peines du monde, notamment à cause du blocage systématique des républicains, à faire voter les subventions indispensables à ses réformes.

La situation actuelle des USA est inquiétante. Les routes, les voies ferrées, les ponts et les barrages sont en mauvais état et potentiellement dangereux, comme nous l'a tristement rappelé l'effondrement du pont Morandi, à Gênes, le 17 août 2018. Le pays compte 47 millions de pauvres, soit 12% de la population, il y a un écart énorme entre les richesses privées et l'indigence des pouvoirs publics. Le système de répartition des aides sociales est pluraliste et décentralisé. L'Obamacare a été laminé par les républicains, attaqué par Trump. Cependant, la réforme a permis une forte diminution de la proportion d'Américain.es sans assurance maladie, qui est tombée de 20,3% à 13,2% de la population entre 2013 et 2015. Comme pour les armes, toute tentative de réforme se heurte à des lobbys puissants, les soins sont très élevés, les médecins gagnent beaucoup d'argent. Aux USA, l'argent fait loi. Mais la plupart des Américain.es n'ont pas conscience de la situation de leur pays: iels ne le quittent jamais.

Le racisme est systémique, Les Etats-Unis détiennent le record mondial du taux d'incarcération. En moyenne, un habitant sur 133 est en prison aux Etats-Unis; en France, cette proportion est de 1 pour 1000. Les dernières statistiques confirment aussi les fortes disparités, en fonction des Etats mais surtout du sexe et de la race: plus de 9 détenus sur 10 sont des hommes, et les hommes noirs, qui représentent moins de 7% de la population totale du pays, comptent pour 37% de sa population carcérale.

Aux USA, le peuple élit son président tous les 4 ans via les 538 grands électeurs, ce qui aboutit à des situations absurdes, comme la non-élection d'Hillary Clinton, en 2016, alors qu'elle devançait son rival Trump de près de 3 millions de voix, mais il avait obtenu 304 grands électeurs contre 227. Dans n'importe quelle autre démocratie, le ou la candidat.e qui obtient le plus de voix l'emporte. Aujourd'hui, plusieurs Etats à majorité républicaine cherchent à restreindre l'accès au vote.

Une autre institution me paraît anti-démocratique: la Cour suprême, qui a un poids déterminant aux USA. Ses 9 membres sont désignés par le président et siègent à vie. Cela a permis à Trump de désigner 3 membres particulièrement réactionnaires et porte la majorité à 6 contre 3. Les femmes tremblent de voir la Cour suprême revenir sur le droit à l'avortement. En Suisse, c'est l'Assemblée fédérale qui élit les juges fédéraux, pour une durée de 6 ans, en respectant notamment une représentation équilibrée selon la langue, l'appartenance politique, l'origine régionale.

La déliquescence de la politique, des infrastructures, de l'éducation de base, de la santé, du système carcéral et social classe les Etats-Unis parmi les pays du tiers monde. Le sort réservé aux fillettes qu'on marie de force, dès le plus jeune âge (Sherry Johnson avait 9 ans!) ne fait que confirmer cet état de fait.

Huguette Junod

# Deux remarquables expositions à Berne

ART • Une expo sur Meret Oppenheim au Musée des Beaux-Arts et une autre sur les samouraïs invitent à passer par Berne.

En pénétrant dans cette exposition, les visiteurs entreront dans l'univers du Surréalisme. Celui-ci se voulait «dictée de la pensée, en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale.» (*Manifeste du Surréalisme*, 1924). Il accorde une grande place au subconscient, et s'inspire des théories de Sigmund Freud. Le Surréalisme a marqué la littérature (André Breton, Louis Aragon), la peinture (Delvaux, Magritte, Salvador Dali, Max Ernst) et le cinéma (Luis Buñuel).

Meret Oppenheim est née en 1913 à Berlin. Entre 1932 et 1934, elle fait plusieurs séjours à Paris, où elle se lie au groupe des Surréalistes autour d'André Breton. En 1937, du fait de son patronyme juif, elle doit quitter l'Allemagne nazie et s'installe à Berne. Elle connaîtra un grand succès. Meret Oppenheim est décédée en 1985.

Féministe engagée, elle n'a pas voulu d'enfant. Un dessin de 1931, *Votivbild*, montre une femme tenant dans ses bras un bébé dont elle a tranché la gorge... Plusieurs de ses œuvres sont marquées par un certain goût du macabre, comme ces pendus dans *Meurtre dans la forêt*. Meret Oppenheim s'est constamment renouvelée, ce qui rend sa démarche artistique passionnante. Elle a peint des huiles qui sont de belles compositions de formes très simples. On lui doit aussi des tableaux plus réalistes, comme *Poivrons dans l'eau*. Elle se rapproche de Giorgio de Chirico par son intérêt pour les éléments architecturaux. Particulièrement empreinte d'esprit surréaliste est la peinture intitulée *Daphnis et Chloé*, où les personnages humains ont des pieds-racines et des visages remplacés par des branches d'arbre. L'artiste a réalisé aussi des objets tout à fait étonnants, comme *Ma gouvernante*, un poulet sur un plat fait de chaussures féminines à hauts talons, «pattes» en l'air! Il se dégage de toute son œuvre une grande poésie. Et en sortant du Musée des Beaux-Arts, on tombe sur une fontaine monumentale à la surface couverte de mousse réalisée par Meret Oppenheim.

## Les samouraïs au Musée historique

Nous voilà ici dans un univers tout à fait différent. Dès le 12<sup>e</sup> siècle au Japon s'affirme la domination de la noblesse d'épée. L'empereur ne détient qu'un pouvoir symbolique. Le véritable pou-

voir est aux mains des shoguns, seigneurs de guerre qui engagent des samouraïs à leur service. L'exposition débute par des extraits de films, notamment d'Akira Kurosawa, où l'on voit que ceux-ci sont devenus un véritable mythe, jusqu'aux mangas actuels. Puis est présenté un remarquable ensemble de mannequins, certains à cheval, revêtus de cuirasses richement décorées de motifs symboliques, très bien expliqués par de courts textes accompagnant les objets. Ces pièces uniques proviennent de la collection Ann & Gabriel Barbier-Mueller (Dallas, Etats-Unis). Parmi celles-ci, des casques, tous différents les uns des autres, et des sabres, qui étaient la propriété la plus importante du samouraï, avec la lance et l'arc. Une vidéo explique les techniques de fabrication d'une arme. De grands paravents sont illustrés par des représentations de batailles. En 1543, les Portugais introduisent au Japon les armes à feu, qui vont changer la donne et contribuer au déclin de ces guerriers.

Sur un fond sonore de musique japonaise, l'exposition s'attache aussi aux rites, aux croyances religieuses (le bouddhisme zen, le shintoïsme impérial) et au code d'honneur des samouraïs.

Mais en 1868 commence l'ère Meiji, du nom de Meiji-Hito, qui rétablit le pouvoir de l'empereur et crée le Japon moderne. Il constitue notamment une armée équipée à l'occidentale qui, en 1905 à la bataille navale de Tsushima, humiliera la Russie tsariste en envoyant sa flotte par le fond... C'en est fini de la période de gloire des samouraïs, dont certains vont sombrer dans la misère et l'alcoolisme, tandis que d'autres sauront trouver à s'employer ailleurs, notamment dans l'enseignement.

Cette exposition passionnante, superbe par les objets qu'elle présente, nous permet donc aussi de pénétrer dans l'âme japonaise, où par exemple les fleurs de cerisiers, qui s'épanouissent pendant une période très courte, symbolisent la brièveté de la vie. Au Japon s'unissent le beau et l'éphémère... ■

Pierre Jeanneret

«Meret Oppenheim. Mon exposition», Berne, Musée des Beaux-Arts, Hodlerstrasse 8-12, jusqu'au 13 février 2022.

«Le mythe du samouraï», Musée d'Histoire de Berne, Helvetiaplatz 5, jusqu'au 5 juin 2022.



«Ma gouvernante - my nurse - mein Kindermädchen», 1936/1967 de Meret Oppenheim.

Moderna Museet, Stockholm



L'exposition fait découvrir le monde des samouraïs légendaires sur environ 1000 m<sup>2</sup>.

Musée d'Histoire de Berne. Photo: Stefan Wermuth

# Gouzel Iakhina a écrit une fresque historique centrée sur la Volga

LIVRE • Les amateurs de grands romans russes liront ce magnifique deuxième opus de l'écrivaine Gouzel Iakhina.

Son premier livre, *Zouleikha ouvre les yeux*, paru en 2017, qui nous entraînait en Sibérie dans l'univers des déportés de l'ère stalinienne, avait déjà connu un succès mondial. Cette fois, l'auteure nous emmène sur les rives du grand fleuve Volga, entre Stalingrad (Volgograd) au Sud et Samara au Nord. C'est là qu'a commencé à se constituer une importante colonie allemande, émigrée en Russie à l'appel de l'impératrice Catherine II, entre 1764 et 1773. Ce roman raconte à la fois des destins individuels, mais saisis dans le cadre de la Grande Histoire, qui parfois les broie.

Au centre du récit, l'instituteur Jakob Ivanovitch Bach, pur germanophone, qui enseigne dans le village de Gnadenthal, du côté de la steppe. Il donne aussi des leçons particulières à Klara Grimm, qui vit avec son père dans une ferme isolée sur l'autre rive, elle abrupte, de la

Volga. Il va l'épouser. Suite à des circonstances tragiques, Klara met au monde une fille, Anntche, mais meurt en couches. Pendant des années, Bach va élever seul la fillette, sans paroles, reclus dans sa ferme isolée, à l'abri des affaires d'un monde hostile qu'il refuse de voir. La grande Histoire se déroule néanmoins, qu'il le veuille ou non. Car Gouzel Iakhina peint aussi une vaste fresque des événements politiques qui affectent Gnadenthal. C'est la Révolution bolchevique, avec la figure pathétique du commissaire du peuple Hoffmann, qui tente de créer un «homme nouveau» soviétique, ce que l'auteure décrit avec une certaine ironie. Puis le temps de la grande famine de 1921-1922, qui fit près de 5 millions de morts, et l'élimination des koulaks (paysans riches). En 1924, la région devient République autonome des Allemands de la Volga. En 1927 commence la période stali-

nienne, avec ses purges successives. Staline n'apparaît jamais dans le roman que sous l'appellation de «guide des peuples». En septembre 1941, il fait déporter au Kazakhstan 438'000 «Allemands soviétiques», soupçonnés d'être des traîtres potentiels après l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht. Ils ne reverront jamais leur terre natale.

## Une écriture «féminine»

Tout cela constitue la toile de fond du livre. Mais le lecteur s'attache au personnage complexe de Bach, de la jeune Anntche, et plus tard du Kirkhize Vasska, un de ces enfants errants jetés sur les routes par la famine, sans parler des figures secondaires du roman. Tous vont être rattrapés par l'Histoire, ce que le lecteur découvrira.

Mais ce roman est aussi admirable sur le plan de l'écriture. On y trouve de très belles évoca-

tions de la nature, de la Volga, notamment en hiver lorsqu'elle est recouverte de glace. Il tient aussi du merveilleux, celui des contes russes, et parfois du fantastique, lorsque Bach écrit des récits anticipant sur les événements réels qui vont se produire. Le style de Gouzel Iakhina est «féminin», dans ce que celui-ci a de meilleur: certaines pages sont bouleversantes, comme celles où Bach s'ingénie maladroitement à nourrir la nouveau-née à côté de sa mère morte. Vraiment, *Les Enfants de la Volga* est l'un de ces amples romans dans la lignée de Tolstoï. Il n'est pas exagéré de dire que les deux livres successifs de Gouzel Iakhina, excellentement traduits en français par Maud Mabillard, constituent un véritable événement littéraire! ■

Pierre Jeanneret

Gouzel Iakhina, *Les Enfants de la Volga*, Editions Noir sur Blanc, Lausanne, 2021, 507 pages.

# Sabine Weiss, un siècle d'images en émotions

**HOMMAGE • Photographe née à Saint-Gingolph (Suisse) et établie à Paris, Sabine Weiss a disparu dans sa 97<sup>e</sup> année. Elle avait l'art de saisir les êtres esseulés et des scènes de rue. Sans les mettre en scène.**

Elle reste une femme d'images prolifique aux talents multiples. Photoreportages – son genre de prédilection – aux Etats-Unis, en Ethiopie, Inde, Portugal, URSS... Portraits d'artistes, dont Alberto Giacometti et son trait infini creusant le visage devenu vibratile de son épouse Annette, dont Sabine Weiss fut l'amie. Figures d'écrivaines telles Françoise Sagan pianotant avec désinvolture sur sa machine à écrire, étendue sur le tapis du salon ou d'actrices avec Romy Schneider en loge. A en croire la photographe, celui qui laissé une empreinte durable sur la dimension documentaire, objective de son travail est le portraitiste allemand Auguste Sander. Elle se sent profondément en phase avec son souci permanent de ne rien concéder à l'anecdote. «Très simple. Très frontal. Ça, ça m'intéressait», confie-t-elle (*Emotions. Sabine Weiss*, Ed. de La Martinière).



Sabine Weiss, «Porte de Vanves», Paris, 1952.

## Long oubli

Elle touche à tout ou presque: photo humaniste, illustration, instantanés de publicité et de mode, Street Photography, se voyant en «photographe-artisan et témoin» plutôt qu'artiste. «A la fin des années 1970, il y a eu une vogue énorme pour la photographie humaniste, tirée notamment par le succès de l'affiche *Les amoureux de l'Hôtel de Ville* de Doisneau. Sabine a elle aussi bénéficié, dans une moindre mesure, de cette mode et de cette nostalgie pour les années 1950. Mais la sélection qui a été faite alors de ses images mettait énormément l'accent sur l'aspect sentimental et surtout sur l'enfance. Cela l'a quelque peu desservi, elle a été un peu cataloguée "la photographe des enfants", alors qu'elle avait réalisé des milliers d'autres sujets. Etant plus modeste, et moins diserte que Doisneau et Ronis, elle n'a pas beaucoup pris la lumière à ce moment-là auprès du grand public», explique l'historienne de la photographie Virginie Chardin. Pour la (re)découvrir, il faudra la volonté notamment de Marta Gili, directrice du Jeu de Paume et Karolina Lewandowska, du Centre Pompidou, qui a organisé une exposition de ses tirages d'époque, et de Tatyana Franck du Musée de l'Élysée, qui a accueilli ses archives ainsi que le travail de revalori-

risation de celles-ci mené par Laure Augustins, l'assistante de Sabine Weiss.

Pour ce qui est de ses images de commande, elles sont «liées à l'essor de la société de consommation à partir des années 1950. Elles sont d'une variété incroyable: arts ménagers, réfrigérateurs, biberons, alcools, bijoux, textiles, automobiles... Elle travaillait aussi pour des magazines de tourisme et photographiait des célébrités. C'est la variété et l'humour qu'on retient de ces photos. Sabine acceptait toutes les commandes et cela l'amusa beaucoup de passer d'un univers à un autre», s'enthousiasme Virginie Chardin.

## L'Enfantin

«Les milieux populaires, ça me touche. Ils ne sont pas prétentieux. Je ne les manipule pas», avance Sabine Weiss (*Emotions...*). Voyez ce gamin afro-américain souriant complice, doucement espiègle à l'objectif, son anatomie repliée dans un cylindre évoquant les grandes heures du burlesque muet. Ou ces enfants vendeurs de muguet alignés sur un banc. La scène se situe Boulevard Murat à Paris, possiblement proche de la cour intérieure où emménagèrent dans un appartement de cinq

mètres sur cinq sans eau courante, la photographe avec le peintre Hugh Weiss, le grand amour de sa vie cinquante-huit années durant.

Changer notre regard sur ce qui nous entoure? «L'enfance est à l'évidence pour elle un sujet de fascination, de même que les vieillards et les personnes fragiles en général. Même s'il s'agit d'enfants pauvres, il n'y a pas forcément d'aspect compassionnel. Je crois que l'attraction vers eux était très spontanée, le regard et le contact directs. Probablement se sentait-elle elle-même une enfant, il y a de la connivence dans ces photographies», détaille Virginie Chardin.

## Arrêts sur images

Auteure de *Sabine Weiss* (Actes Sud), la commissaire de son exposition arlésienne, Virginie Chardin, se penche sur la vue d'un no man's land parisien prise Porte de Vanves en 1952 et dévoilant un cheval qui se cabre en hiver. A ses yeux, cette photo représente «la liberté, le caractère sauvage, indompté, qui contraste en même temps avec l'urbanisation croissante que l'on aperçoit au second plan. Ce cheval semble le dernier survivant d'une campagne ou d'une "zone" qui était en train de disparaître.»

La photographe ne voulait jamais que ses images blessent les sujets croisés et saisis. En témoignent des tirages de l'entre-deux, de seuils tels les photos *Gardiennne de toilettes*, Roissy et une *Station de taxis* new-yorkaise. «Ce sont des images de solitude, de mélancolie, d'ennui, de tristesse. Des photographies où il ne passe pas grand-chose, où la personne est plutôt dans ses pensées que dans le contact, mais qui laissent libre cours à l'imagination du regardeur. C'est dans ce mélange des sentiments, que l'on suppose – peut-être à tort, mais peu importe – que la personne devient intéressante». Virginie Chardin ajoute: «Peu de photographes parviennent à rendre émouvante une "dame pipi" sans qu'elle devienne pour autant le symbole d'une exilée de la société. Par ailleurs cette femme est belle, ce qui contraste avec son cadre de vie, avec ses lumières blafardes. Ce sont des images très représentatives du style de Sabine Weiss dans sa dernière période.»

## Sans message

Que reste-t-il d'une vie? A 96 ans, Sabine Weiss témoigne encore et toujours de «la joie» éprouvée «à regarder, à observer et à photographier l'humain dans l'intimité de ses sentiments,

si mystérieux et si universels. C'est cette passion qui a guidé ma vie.» (*Emotions...*). Face à une foule de 1500 âmes réunies aux Arènes, elle fut saluée en chaise roulante l'été dernier aux Rencontres d'Arles de la photographie par une remarquable exposition monographique rétrospective comprenant des tirages inédits. «J'avais été touchée, dans ses planches contacts, par deux reportages de jeunesse: la colonie familiale pour aliénées mentales de Dun-sur-Auron à l'hiver 1951-1952, et un autre sur le cimetière des chiens d'Asnières vers 1952», témoigne sa curatrice Virginie Chardin.

Ne goûtant guère l'école, Sabine Weiss s'adonne à l'image argentique depuis ses onze ans, suit un apprentissage chez le photographe Paul Boissonas à Genève. «Pendant trois ans, toutes les techniques et facettes du métier lui seront enseignées: portrait, prise de vue industrielle, éclairage, reproduction de tableau, travail de laboratoire et de retouche», écrit Virginie Chardin (*Sabine Weiss*, Actes Sud). La jeune femme décroche son diplôme de photographe à vingt et un printemps et devient indépendante. Avant de s'installer à Paris en 1946, assistante du photographe de mode et immigré allemand Willy Maywald puis engagée par l'agence Rapho dès 1952. A partir de 1953, son travail photo est régulièrement publié dans *Paris-Match*, *Vogue*, le *New York Times*, *Life*, *Newsweek*... et les commandes se bousculent.

«Sabine Weiss ne cherchait pas à délivrer un message, ou à organiser ses sujets comme des petites saynètes, ni à créer un effet d'ironie. Elle ne mettait jamais non plus la géométrie de la composition au premier plan. Son attirance vers ses sujets était très spontanée, elle était surtout guidée par sa curiosité pour les gens et l'émotion qu'ils provoquaient chez elle», relève in fine l'historienne de la photographie. Sabine Weiss sera célébrée par une autre exposition en 2024 au Musée Photo Elysée de Lausanne. Il reste ainsi tant à découvrir, à l'instar de ses périodes de 2008 à 2014 en Chine dans le sillage d'Ella Maillart, à Bali, au Laos, au Burkina Faso, en Inde, au Brésil et à Cuba. ■

Bertrand Tappolet

## L'écrivaine, le ferry et le chœur des femmes

**CINÉMA • En adaptant «le Quai de Ouistreham», de Florence Aubenas, Emmanuel Carrère filme la précarité et interroge ses ambivalences de romancier voleur de vies.**

De nuit, les lumières du ferry amarré le long du quai font miroiter des promesses d'ailleurs et d'avenir meilleur. De jour, le bâtiment est un monstre froid qui avale les passagers et broie les femmes de ménage qui se relaient à raison de trois rotations par vingt-quatre heures. Dans la région de Ouistreham, le ferry est le dernier recours, le travail qu'on accepte uniquement si on a épuisé toutes les autres solutions, après les parcs à huîtres et le nettoyage des campings.

Un terne matin d'hiver, Marianne Winckler (Juliette Binoche, impressionnante), 48 ans, se présente à l'agence Pôle emploi de Caen. A la conseillère qui la questionne sur le trou de vingt ans dans son CV, elle raconte qu'elle a été mariée à un garagiste de Châteauroux qui l'entretenait. Fraîchement divorcée, sans ressources ni aides sociales, elle veut refaire sa vie dans cette ville

inconnue et se dit prête à accepter n'importe quel emploi, à commencer par des heures de ménage. Cette histoire, Marianne l'a mûrement réfléchi et répétée pour la rendre crédible. Ecrivaine, elle a décidé de partager le quotidien des précaires pour comprendre la crise, comme l'ont fait avant elle George Orwell (*le Quai de Wigan*) ou Jack London (*le Peuple de l'abîme*).

## Entre fiction et documentaire

Logée dans un minuscule studio, coupée de ses relations parisiennes, Marianne disparaît pour se fondre parmi les chômeurs, les invisibles, les intérimaires qui survivent en multipliant les petits contrats pour des entreprises de nettoyage qui les exploitent. Dans un forum de recrutement où elle vient déposer son maigre CV, elle rencontre Cédric (Didier Pupin), un gentil dragueur de

supermarché qui rêve d'avoir son camion pizza. En formation express dans un parc de bungalows, elle fait la connaissance de Michèle (Patricia Prieur), qui lui trouve une vieille voiture surnommée le Tracteur, et Marilou (Léa Carne), une très jeune femme qui lui apprend les rudiments du métier. Embauchée sur le ferry, Marianne se lie avec Christèle (Hélène Lambert), une mère célibataire obligée de faire des kilomètres à pied pour rejoindre son lieu de travail.

Cheminaut sur une ligne de crête entre fiction et documentaire, Emmanuel Carrère filme, avec des actrices non professionnelles saisissantes de justesse, les gestes répétitifs qui usent prématurément les corps, les journées fragmentées qui détruisent les vies de famille mais aussi l'humanité, la solidarité de ce chœur de femmes. Adaptant librement, avec Hélène Devynck, l'enquête en

immersion de Florence Aubenas, le cinéaste a rassemblé plusieurs histoires, imaginé entre Marianne et Christèle une amitié naissante qui devient l'un des principaux fils dramaturgiques, étoffé par une voix off le point de vue et les doutes de la narratrice. A travers le personnage de Marianne Winckler (clin d'œil à l'écrivain et médecin Martin Winckler?), Carrère creuse ses thèmes de prédilection: le mensonge, la disparition et les vies à double fond, la mauvaise conscience de l'écrivain bourgeois qui observe depuis sa condition les classes moyennes et populaires (*D'autres vies que la mienne*). C'est peut-être cette quête intime qui passionne le plus le cinéaste, faisant de Ouistreham un objet hybride, tiraillé entre le cinéma social et l'introspection. ■

Sophie Joubert

Paru dans *L'Humanité*